

BOUIRA

Les chômeurs de Bechloul et El-Esnam montent au créneau

Des dizaines de demandeurs d'emploi issus des deux communes d'El-Esnam et de Bechloul, à l'est de la wilaya de Bouira, se sont rassemblés, durant la matinée d'hier devant le siège de la daïra de Bechloul, pour réclamer leur droit au travail et au relancement des opérations de recrutement au niveau des différents établissements économiques de la région.

Les protestataires ont tenu également à dénoncer ce qu'ils qualifient de «népotisme et d'irrégularités» observés durant les recrutements au niveau des stations de la SNTF (commune de Bechloul) et de la station climatique de Tikjda (commune d'El-Esnam). «Les terres sur lesquelles tous ces complexes sont construits, appartenaient à nos grands-parents. C'étaient des terres agricoles ou de pâturage, que l'industrie et l'hôtellerie ont complètement détruit. Cela ne nous permet pas d'aspirer à un poste de travail ?», s'interroge l'un des jeunes protestataires, avant d'ajouter : «Le cas de la sta-

tion climatique de Tikjda (CNLST), en est un exemple flagrant. Plusieurs centaines de postes d'emploi ont été créés depuis 2006, mais malheureusement, rares sont les jeunes de notre région qui ont été recrutés. Aujourd'hui, la majorité de ces postes sont systématiquement affectés à des gens de Bouira ou de Tizi-Ouzou ! C'est tout simplement de l'injustice et de la hogra !».

D'après l'un des représentants des protestataires, un autre rassemblement de protestation sera observé vendredi prochain, devant le siège du centre de loisirs de



Tikjda, situé sur les hauteurs de la commune d'El-Esnam.

Pour sa part, le chef de daïra de Bechloul, a affirmé avoir reçu, durant la même matinée, une délé-

gation de jeunes protestataires, qui lui ont exposé les principales revendications de leur mouvement. Le même responsable a ajouté que plusieurs projets d'in-

vestissements sont actuellement en voie d'étude et seront probablement approuvés par les responsables locaux : «Nous disposons au niveau des deux communes, de zones d'activités, qui seront prochainement revalorisées de manière à accueillir le plus grand nombre d'investisseurs au niveau de ces deux zones. Nous étudions actuellement plusieurs demandes d'investissements, notamment au niveau de la commune d'El-Esnam».

A propos des opérations de recrutement au niveau du CNLST de Tikjda, le premier magistrat de la daïra a tenu à rassurer les contestataires : «Nous avons prévu une réunion élargie avec les responsables du CNLST, et ce, afin de discuter sur les modalités de recrutement au niveau dudit centre», ajoute le même responsable.

T. A.

CHLEF

Un mort au pénitencier de Ténès

Le défunt, A.M., né en 1963, célibataire, habitant Chearir, une cité à la sortie ouest de la ville de Ténès, purgeait une peine de 3 ans de prison ferme pour possession et commercialisation de psychotropes.

La cause du décès, selon le médecin légiste, est due à un pic de tension artérielle. Une enquête est en cours pour connaître les causes exactes de ce drame.

Medjdoub Ali

SIT-IN DEVANT LA DAÏRA DE CONSTANTINE

Les femmes divorcées protestent

Elles se sont rassemblées devant le siège de la daïra de Constantine, sis au boulevard Belouizdad pour protester contre certaines pratiques des responsables de comités de quartier qu'elles dénoncent de les avoir exclues des listes de bénéficiaires de logements sociaux.

Une pratique qui met mal à l'aise ces femmes, seules, et livrées à elles-mêmes et qui n'ont pas trouvé une oreille attentive auprès de la daïra de Constantine, puisque le chef de daïra est en congé, l'intérimaire, étant celui de Hamma-Bouziiane, mais ne fait que gérer les affaires courantes tandis que le secrétaire général se trouve au niveau du cabinet du wali.

Ce qu'elles revendiquent, c'est un logement social dont elles détiennent pour la plupart un récépissé de la daïra de

Constantine, et ce, depuis deux ans. Saliha est l'une des revendicatrices qui clame son désarroi : «Notre condition sociale est des plus précaires, être divorcée dans notre société est en soi une tare que nous vivons amèrement, chacune de nous vit au sein de sa famille, avec des enfants, nous travaillons dans divers ateliers dans la crainte de lendemains incertains.

Nous aspirons à un logement social qui nous permettra d'entreprendre notre avenir avec plus de sérénité. Aujourd'hui, nous crai-



gnons d'être oubliées par les pouvoirs publics, car nous avons su que des logements ont été distribués mais en sourdine.»

En effet, c'est la raison pour laquelle ces femmes ont tenu à faire valoir leur droit pour l'acquisition d'un logement et cette peur se trouve justifiée par le nombre

qui dépasse les 1 200 demandeuses. Sereines, elles assurent qu'elles peuvent patienter encore, mais devant certaines pratiques occultes, leur crainte s'accroît, notamment avec l'octroi de logements pour les chefs de quartier censés les représenter.

N. Benouar

MOSTAGANEM

Le numéro Vert de la police de plus en plus sollicité

La Sûreté nationale de wilaya de Mostaganem a reçu durant le mois de juillet écoulé pas moins de 648 appels sur le numéro Vert de la police (1548) et police secours (17) mis au service du citoyen, indique le dernier communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. Il s'agit de 218 appels d'intervention et de secours, 67 signalements d'accidents de la circulation, 105

appels concernant les renseignements et l'orientation ainsi que 258 appels pour diverses raisons. Ce nombre d'appels traduit la large diffusion du numéro Vert pour la population ; ce qui dénote une prise de conscience chez le citoyen à ce numéro Vert et que la criminalité, sous toutes ses formes, connaît une certaine baisse à la grande satisfaction de la population.

A. B.

Deux égoutiers meurent asphyxiés

Alors qu'ils menaient des travaux d'entretien en vue de désensabler un égout pour faciliter le passage des eaux usées, deux ouvriers qui travaillaient pour le compte de l'Office national d'assainissement ont trouvé la mort par asphyxie avant-hier dans la station balnéaire d'Ouréah.

Les deux égoutiers effectuaient des travaux de curage d'un réseau d'assainissement avant qu'ils ne perdent conscience, ils ont probablement inhalé un gaz toxique qui provient des matières en décomposition. Aussitôt alertés, les services de secours

ont pu dégager les deux hommes de la cuve puis tentèrent de les réanimer mais malgré leurs efforts, le médecin du Samu a déclaré leur mort sur le chantier.

En principe, cette opération d'assainissement est ordinaire si les deux victimes portaient des masques et un détecteur de gaz.

Seuls les résultats de l'autopsie permettront d'obtenir une certitude sur les causes de leur décès. La police a ouvert une enquête.

A. B.

BLIDA

Propriétaire cambrioleur

Suite à une plainte déposée par un citoyen habitant à Benkheilil dans la daïra de Boufarik, à 15 kilomètres au nord de Blida, lequel a fait l'objet d'un vol d'une somme de 500 millions de centimes qui se trouvait dans son domicile, l'enquête a déterminé que le voleur n'était autre que le propriétaire du logement qu'il avait loué à la victime. Après avoir accompli son forfait, il a caché la somme volée chez une personne de sa connaissance en la récompensant d'un montant de 80 millions de centimes, tout comme il a acheté une voiture de marque Seat Ibiza d'une valeur de 184 millions. Et pour acheter le silence de sa voisine qui était au courant de l'acte, il lui a remis 18 millions de centimes tout en la menaçant de mort au cas où elle le dénoncerait. Les policiers de la Sûreté urbaine de Benkheilil ont pu récupérer 350 millions et ont présenté le mis en cause à la justice qui l'a écroué alors que les autres complices ont été placés sous contrôle judiciaire.

M. B.